



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

FDD2022

Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique



8^e édition - 24 & 25 octobre 2022

PROGRAMME

**L'Afrique à l'épreuve des
chocs exogènes : défis de
stabilité et de souverainetés**



Cérémonie d'ouverture



Panel des Chefs d'État

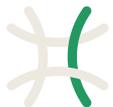
BLOC 1

Défis de stabilité et dynamiques de Paix



Plénière 1

**Autonomisation stratégique du continent
dans le domaine de la sécurité**



Atelier 1

**Réformer le secteur de la sécurité en Afrique :
quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?**



Atelier 2

**Quelles solutions face à l'expansion
de l'extrémisme violent : entre approches
collectives et réponses nationales**



Atelier 3

Les réponses communautaires aux défis de stabilité



B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



Plénière 1

Autonomisation stratégique du continent dans le domaine de la sécurité

CONTEXTE

Le continent africain fait face, depuis plusieurs années, à des défis multidimensionnels parmi lesquels figure l'extrémisme violent, devenu le principal enjeu de sécurité avec son lot de victimes civiles et son impact sur le développement des pays touchés. Deux facteurs influent négativement sur cette situation : D'une part, la pandémie de COVID 19 qui a entraîné une des pires récessions économiques sur le continent depuis un demi-siècle, d'autre part, la crise russo-ukrainienne, dont l'effet amplificateur sur les difficultés du continent complique le relèvement des pays touchés. Les réponses multinationales apportées jusque-là à la crise sécuritaire semblent atteindre leurs limites. Le retrait de l'Opération Barkhane du Mali, les critiques récurrentes et multiformes relatives à l'efficacité des missions onusiennes, notamment la MINUSMA et la MINUSCO, poussent à recentrer la réflexion sur la promotion de solutions endogènes.

La sécurité sur le continent interpelle surtout les États africains eux-mêmes dans leur capacité à assurer non seulement la protection physique des personnes et des biens mais aussi une certaine autonomie vis-à-vis des partenaires externes.

Les chocs exogènes de ces dernières années ont mis en lumière la vulnérabilité des États africains et leur dépendance. L'autonomisation stratégique du continent pourrait impliquer la mise en place d'une stratégie globale de sécurité collective et la mise en œuvre, au niveau national, de réformes structurelles importantes dans le secteur de la sécurité visant à renforcer la liberté d'action des États et les capacités de tous les acteurs.

OBJECTIFS



Proposer des solutions réalistes visant à promouvoir, à court et moyen termes, l'autonomie stratégique de l'Union africaine et des organisations régionales du continent dans le domaine de la sécurité.

POINTS À TRAITER

1. Quelles orientations stratégiques pour les États, l'UA et les CERs pour promouvoir l'autonomie du continent dans le domaine de la sécurité ?
2. Quelles perspectives de financement pour les opérations de paix de l'UA et des CERs ?
3. Quelle approche inclusive pour infléchir l'expansion actuelle de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne ?
4. Quelle place pour les partenaires internationaux dans le renforcement et la promotion de la stabilité en Afrique ?



B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



Atelier 1

Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?

CONTEXTE

L'Afrique est confrontée à un éventail changeant de menaces et risques qui marquent le quotidien des États depuis les années 1960. Aux guerres de libération nationale ont succédé les conflits intra étatiques dans les années 1990. Tout aussi meurtrière, la vague djihadiste de ce début du 21^e siècle progresse dans un contexte où les États se trouvent fortement affaiblis par l'impact économique de crises exogènes et de faiblesses endogènes comme la pauvreté, le poids de la dette et un corps social fracturé. La sécurité étant un pilier important de la stabilité, le renforcement des capacités de ses acteurs reste un volet essentiel de tout processus de réforme du secteur de la sécurité sur le continent. Actuellement, dans plusieurs pays africains, l'usage disproportionné de la force, les irruptions répétées dans la vie politique en vue de confisquer le pouvoir, la mauvaise gouvernance sécuritaire, les lacunes graves dans la prévention et la lutte contre l'insécurité contribuent à faire des forces de défense et de sécurité des facteurs d'insécurité et d'instabilité. Partant du postulat que la sécurité est une des conditions majeures du développement, la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) a pour ambition de corriger ces dysfonctionnements afin de remettre les systèmes de sécurité en capacité d'assurer en toutes circonstances, leurs missions régaliennes, c'est-à-dire la souveraineté de l'État et la protection des personnes et de leurs biens.

Les conflits contemporains sur le continent ont beaucoup évolué et sont devenus, aujourd'hui, transfrontaliers et nomades. Par opportunisme, plusieurs parties prenantes non étatiques à

ces conflits, notamment des groupes armés, s'autonomisent à la fois par rapport à leurs leaders politico-militaires et même parfois aux causes originelles pour lesquelles elles ont pris les armes ; ces groupes armés mettent tout en œuvre pour étendre et consolider leurs actions au-delà des frontières des États, pour créant ainsi de vastes espaces de non droit dans des zones où la gouvernance de l'État est structurellement déficiente. Cette évolution négative de la situation sécuritaire générale et les réponses que tentent actuellement de lui apporter les États ont mis en lumière des déficits capacitaires majeurs des acteurs étatiques de la sécurité, notamment les armées nationales et appellent une nouvelle approche plus collective. Les pays les plus touchés ont besoin notamment d'engager une réforme de leur secteur de la sécurité dans le cadre d'une coopération internationale renforcée pouvant permettre d'apporter une réponse collective à des problèmes de sécurité nationale ayant pris une envergure régionale.

Dans cette perspective, une attention particulière devra être accordée à la recherche de solutions efficaces aux défis capacitaires des armées nationales qui restent les piliers de toute réponse sécuritaire d'urgence aux crises. Il s'agira notamment de résoudre durablement l'équation complexe de la réorganisation, de la modernisation, de l'armement, l'équipement, la formation et l'entraînement des armées nationales et surtout leur réorientation prioritaire vers les activités opérationnelles de sécurité qui constituent leur cœur de métier.

OBJECTIFS



Proposer des réponses réalistes aux défis capacitaires actuels des armées nationales africaines, dans le cadre d'une réforme du secteur de la sécurité.



B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



Atelier 1

Réformer le secteur de la sécurité en Afrique : quelles réponses aux défis capacitaires des Armées ?

POINTS À TRAITER

1. Quels sont les principaux défis capacitaires majeurs actuels des armées africaines face à une insécurité mutante menaçant directement la stabilité de plusieurs États ?
2. Quel modèle de forces de défense et de sécurité pour faire face aux multiples défis sécuritaires ?
3. Quelles approches nationale et internationale pour des réponses appropriées durables aux déficits de capacité identifiés au niveau des armées nationales ?
4. Quelles réponses durables aux difficultés récurrentes de financement des processus de RSS en Afrique ?



B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



Atelier 2

Quelles solutions face à l'expansion de l'extrémisme violent : entre approches collectives et réponses nationales

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, une violence protéiforme s'est installée dans plusieurs parties du continent, entravant ainsi des perspectives de développement initialement prometteuses. L'exacerbation des menaces, la résurgence de conflits intercommunautaires, la montée de l'extrémisme violent et de la criminalité transnationale organisée qui s'y attache, continuent de déstabiliser l'Afrique. Pour endiguer l'expansion de l'extrémisme violent, plusieurs solutions ont été mises en œuvre notamment dans les domaines de la sécurité et du développement. Mais le constat reste quasi invariable : ces violences, basées souvent sur l'exploitation des frustrations des populations locales et alimentées par un discours récurrent sur la marginalisation réelle ou supposée de certaines communautés, persistent, se développent et même s'étendent géographiquement.

Les modes d'action actuels des groupes extrémistes violents et leurs capacités

d'adaptation et de coordination locale, nationale et internationale, doivent amener les États et tous les autres acteurs publics de la sécurité à privilégier la combinaison d'approches nationales inclusives et d'approches collectives s'appuyant sur des organisations ad-hoc, les CERs et l'Union africaine. Dans cette perspective, les questions prioritaires à prendre en charge sont, d'une part, la sortie du « tout sécuritaire » et la participation active ou passive à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent de l'ensemble des acteurs nationaux, d'autre part, l'identification de canaux d'échange d'informations opérationnelles entre les acteurs notamment au niveau des zones frontalières et la réalisation de conditions de coopération entre les États, mais aussi les organisations. Cette implication de tous les acteurs nationaux est une urgence absolue. Enfin, un engagement plus affirmé des pays africains dans leur coopération avec les partenaires extérieurs et la mise en commun de leurs capacités méritent une plus grande attention.

OBJECTIFS



Proposer des réponses réalistes au défi actuel de l'expansion tendancielle de l'extrémisme violent sur le continent, dans le cadre d'approches nationales et d'actions collectives sous l'égide de l'UA, des CERs ou de structures de coopération sécuritaires ad hoc.

POINTS À TRAITER

1. Quelles solutions pour disposer de systèmes nationaux de sécurité capables de contrecarrer l'expansion de l'extrémisme violent ?
2. Comment renforcer la coopération dans la lutte contre l'extrémisme violent entre les États aux niveaux sous régional et régional ?
3. Quelle approche nationale inclusive pour une prise en charge efficace du caractère multidimensionnel de l'extrémisme violent ?
4. Quelle place pour les partenaires internationaux dans la lutte contre l'expansion de l'extrémisme violent ?



B1 - DÉFIS DE STABILITÉ ET DYNAMIQUES DE PAIX



Atelier 3

Les réponses communautaires aux défis de stabilité

CONTEXTE

Les crises d’Ebola et de COVID 19 ont mis en évidence la faiblesse des dispositifs sanitaires institutionnels en Afrique et affecté la stabilité interne de plusieurs États. De nombreux autres facteurs politiques, économiques et sociaux continuent de fragiliser le continent et amènent plusieurs États à délaisser et marginaliser des régions périphériques, notamment les zones frontalières. Dans la majorité des pays, une population de plus en plus jeune revendique davantage d’intégration sociale, d’emplois et d’opportunités. Enfin, en plusieurs endroits, le mode de gouvernance politique et d’exploitation des ressources naturelles publiques a entraîné la mise en place progressive de situations de rente, accentuant ainsi la rupture de confiance entre gouvernants et gouvernés. Il s’y ajoute la persistance, voire l’élargissement tendancielle de l’extrémisme violent, une résurgence des changements politiques non constitutionnels et des mouvements migratoires intra africains souvent perçus comme une source de conflits et alimentant des luttes fréquentes pour la possession de terres, des ressources ou des emplois.

Le développement durable et inclusif constitue le moyen le plus efficace de répondre aux causes profondes de l’instabilité. En effet, pour prévenir les conflits et bâtir des communautés et des sociétés résilientes, il est essentiel de lutter contre la pauvreté et les inégalités, de renforcer les institutions publiques et la société civile et de promouvoir les droits humains, des objectifs qui figurent en bonne place dans le Programme de développement durable à l’horizon 2030 et l’Agenda 2063 de l’Union africaine.

Dans cet effort indispensable pour la réalisation ou le renforcement des conditions d’une stabilité durable sur le continent, les communautés ont un rôle crucial à jouer notamment dans le développement de la confiance mutuelle entre les différentes composantes de la population et surtout dans la prévention et la résolution des conflits en cours ou latents. Il importe donc de replacer les communautés au cœur de la recherche de solutions, de promouvoir et de réhabiliter les vertus du dialogue intercommunautaire, en tant qu’outil irremplaçable dans la gestion des conflits en Afrique.

OBJECTIFS



Identifier les défis majeurs actuels de stabilité du continent et proposer des réponses communautaires réalistes pouvant leur être apportées, en complément des efforts des États.

POINTS À TRAITER

1. **Quels rôles des communautés dans le renforcement de l’unité nationale et la promotion du vivre ensemble en Afrique ?**
2. **Quelles réponses communautaires face aux conflits sociaux récurrents notamment entre sédentaires et nomades, autochtones et allogènes ?**
3. **Quelles approches communautaires et intercommunautaires pour améliorer la prévention et la lutte contre l’insécurité notamment dans les zones frontalières ?**



BLOC 2 Défis de souverainetés



Plénière 2

Crises globales et souverainetés en Afrique



Atelier 4

Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité



Atelier 5

Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés (énergétique, alimentaire, numérique, etc.) en Afrique



Atelier 6

Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation



Crises globales et souverainetés en Afrique

Plénière 2

CONTEXTE

Depuis plusieurs décennies, de nombreux pays africains sont confrontés à des crises cycliques dans les domaines politique, économique et social. Cette situation est accentuée, d'année en année, par l'absence de réponses durables pour développer la résilience des États et des populations face aux impacts multiformes des crises globales qui secouent le monde.

En effet, l'Afrique semble abonnée aux contrecoups des convulsions mondiales. Lourdemment impactée, depuis les longues périodes de sécheresse des années 70, en passant par la fin des accords de Bretton Woods, le continent a traversé moult crises dont les plus connues sont la crise pétrolière mondiale de 1973, le séisme économique et financier de 2008, sans oublier la crise sanitaire mondiale de 2019 dont les stigmates sont encore vivaces. La crise russo-ukrainienne est venue sonner le tocsin dans plusieurs pays africains, par l'ampleur de ses conséquences surtout dans le domaine énergétique et alimentaire. Cette situation d'éternelle dépendance aux soubresauts de la globalisation pose en filigrane l'impérieuse nécessité de construire de nouvelles souverainetés susceptibles d'impulser un développement socio-économique durable.

Comment positionner le continent africain comme acteur économique majeur de la mondialisation ?

Car, en dépit des ressources naturelles dont regorge le continent, la quasi-absence d'autonomie des pays africains dans des domaines cruciaux comme l'énergie, l'alimentation et la santé reste une source permanente d'inquiétude et de tensions sociales génératrices d'instabilité. Si au cours de leur histoire, les systèmes africains ont parfois affiché leur résilience face aux crises, aux conflits et autres pandémies (Sida, fièvre jaune, Covid 19...), l'heure est venue de tirer les leçons issues des deux derniers chocs mondiaux que sont la Covid 19 et la guerre russo-ukrainienne pour bâtir enfin de réelles souverainetés, et soustraire l'Afrique aux aléas d'une longue nuit de dépendance.

Cet impératif est d'autant plus prégnant que le continent doit, de manière concomitante, relever ses défis sécuritaires en repensant les fondements de sa coopération en matière de sécurité et de défense avec ses partenaires. Cette refondation devra également se faire avec l'atout majeur du continent que représente la jeunesse de sa population, levier incontournable dans la conquête de nouvelles souverainetés.

OBJECTIFS Face aux nouveaux enjeux géopolitiques mondiaux, il s'agit de savoir comment les systèmes africains pourront développer de nouveaux modèles de souveraineté politique, économique, sécuritaire, alimentaire, sanitaire et énergétique, capables de s'adapter et d'absorber durablement les chocs exogènes.

POINTS À TRAITER

1. Quels dispositifs mettre en place pour assurer la souveraineté sanitaire, énergétique et alimentaire ?
2. Quels rôle et place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) dans l'intégration communautaire de l'UA ?
3. Comment établir des partenariats entre le public et le privé à même d'assurer et de consolider l'industrie sanitaire, énergétique, alimentaire et militaire africaine ?
4. Comment repenser et harmoniser les engagements de coopération avec des partenaires internationaux pour une Afrique souveraine et autonome notamment en matière de défense et de sécurité ?



Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité

CONTEXTE

La coopération en matière de défense-sécurité entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs reste encore tributaire des accords conclus avec les anciennes puissances coloniales dans un contexte de décolonisation, malgré son élargissement à de nouveaux acteurs, depuis la fin des années 90. Articulée initialement autour du concept d'assistance technique bilatérale, la coopération défense-sécurité a connu plusieurs évolutions à la faveur des bouleversements géopolitiques qui ont traversé le continent. Ainsi, à titre d'exemple, l'interventionnisme des années post indépendance (Tchad, RCA, RDC ex-Zaïre) a laissé progressivement la place à un modèle de coopération visant à s'adapter aux exigences des pays africains dans leur quête d'un partenariat plus diversifié et conforme aux multiples besoins de leurs outils sécuritaires (formation, entraînement, équipement, etc.).

Toutefois, ce nouvel élan de coopération semble traverser, à son tour, un cycle turbulences aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral. En effet, la dégradation de la situation sécuritaire notée ces deux dernières décennies (RDC, Mali, Centrafrique, Bassin du Lac Tchad, Ethiopie etc.) et l'impossibilité de la plupart des États concernés d'y apporter des réponses efficaces, nonobstant l'intervention parfois directe des partenaires extérieurs, ont mis en évidence la nécessité de repenser les termes de cette coopération sécuritaire

À l'analyse, la coopération traditionnelle semble essoufflée, accusée qu'elle est d'inefficacité face aux nouveaux défis émergents, singulièrement le terrorisme. De nos jours, elle fait l'objet d'une crise aiguë, au regard de la perception négative grandissante des opinions publiques africaines, exaspérées par l'absence de résultats tangibles face aux groupes terroristes. Les péripéties du retrait de l'Opération Barkhane du Mali et les récentes manifestations hostiles vis-à-vis des troupes onusiennes en RDC et au Mali sont autant de signes d'une crise profonde de la coopération sécuritaire bilatérale et multilatérale entre l'Afrique et ses partenaires. Cette situation, qui se déroule sur fond de rivalités géopolitiques entre États (France, Russie, Chine, Turquie) et d'apparition de nouveaux acteurs dont des sociétés militaires privées, ouvre une nouvelle ère de redéfinition des enjeux de la coopération entre l'Afrique et les partenaires extérieurs.

Pourtant, cette coopération sécuritaire s'impose naturellement, à l'heure où le terrorisme, les changements climatiques, la criminalité internationale organisée font peser des risques réels sur les sociétés et les économies à l'échelle mondiale. Ces mégatendances qui constituent des sujets d'intérêt mutuel pour tous les États, les contraignent à l'entraide et la solidarité pour asseoir une gouvernance sécuritaire mondiale.

OBJECTIFS



Tirant le bilan de la coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine sécuritaire, il s'agit d'explorer les voies et moyens d'impulser, sur de nouvelles bases, une coopération mutuellement bénéfique entre l'Afrique et les partenaires extérieurs.



B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



Coopération entre l'Afrique et ses partenaires dans les domaines de la défense et de la sécurité

Atelier 4

POINTS À TRAITER

1. Quelles sont les entraves à une coopération de défense et de sécurité entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs ?
2. Quelles nouvelles bases instaurer entre Etats pour une coopération sécuritaire efficace ?
3. Quel type de coopération (bilatérale, multilatérale, privée) promouvoir dans la lutte contre l'extrémisme violent ?
4. Quelles mesures envisager pour mieux adapter les missions onusiennes de maintien de la paix aux impératifs sécuritaires des pays d'accueil ?





B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



Atelier 5

Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés (énergétique, alimentaire, numérique, etc.) en Afrique

CONTEXTE

Le développement de la mondialisation a accentué les phénomènes d'interdépendance ces dernières décennies. L'internationalisation des chaînes de valeur a abouti à une plus grande complémentarité des acteurs économiques et à une réduction des niveaux d'autonomie stratégique des acteurs centraux que sont les États.

Ainsi, la souveraineté des États, qui au plan interne se traduit par l'aptitude à régir efficacement et entièrement les activités des individus présents sur son territoire, est remise en cause sur le plan externe par divers bouleversements qui interpellent, à la fois, sa dimension théorique, son rapport à la résilience et le principe d'horizontalité des relations internationales.

Les pays africains ont connu des destinées diverses depuis la vague des indépendances des années 1960. Les derniers chocs internationaux (crise des subprimes, Coronavirus, conflit russo-ukrainien) ont, cependant, montré la fragilité du continent du fait d'une structure économique extravertie et encore dominée par des logiques de rente.

Des secteurs stratégiques comme l'alimentaire et l'énergie ont largement fait montre de vulnérabilités, occasionnant une inflation et une attrition de l'activité économique

globale. Dans un autre registre, le numérique pose de nombreux défis aux États africains. La construction des cyber-capacités accroît le risque de dépendance stratégique alors qu'INTERPOL estime, au même moment, les pertes liées à la cybercriminalité en Afrique à 4,12 milliards de dollars en 2021.

Face à ces nombreux défis, les États africains sont interpellés dans la construction de nouvelles souverainetés dans ces secteurs stratégiques. Si la centralité de l'État exige un rôle cadre, la place du secteur privé est à redéfinir dans cette perspective. Sa faiblesse pèse sur la création de valeurs, d'emplois et sur les difficultés de consolidation des échanges intracontinentaux.

Il se pose dès lors la question de la réforme des structures économiques nationales, de la place du secteur privé africain dans les domaines critiques et de son apport spécifique dans les domaines dits régaliens.

Il apparaît nécessaire de mener une réflexion inclusive sur ces défis afin que leurs implications sécuritaires, économiques politico-sociales soient mieux appréhendées par les acteurs nationaux et régionaux concernés.

OBJECTIFS



Cet atelier vise à déterminer la place du secteur privé dans l'émergence de nouvelles souverainetés et sa contribution à la pérennisation de ces dernières.



B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS

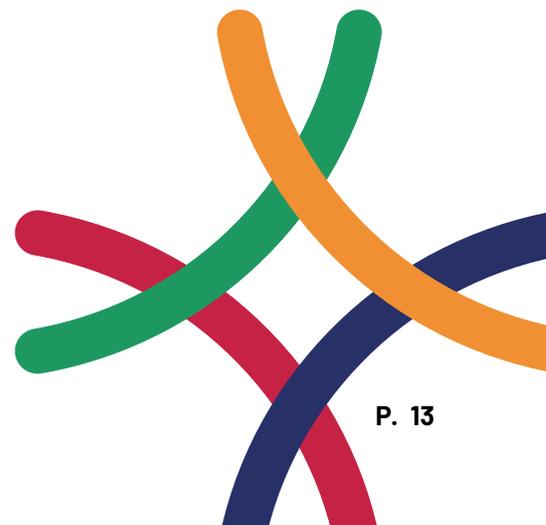


Place du Secteur privé dans la construction de nouvelles souverainetés (énergétique, alimentaire, numérique, etc.) en Afrique

Atelier 5

POINTS À TRAITER

1. Quels sont les facteurs de vulnérabilité du secteur privé en Afrique face aux tensions et crises internationales ? Comment le secteur privé peut-il amoindrir l'effet ?
2. Comment le secteur privé peut-il être le fer de lance dans la construction de nouvelles souverainetés ? Quel pourrait être son rôle dans la viabilité de ces dernières ?
3. Dans quelle mesure le secteur privé peut-il impulser et soutenir une souveraineté alimentaire sur le continent ? Quid de la souveraineté énergétique ?
4. Comment optimiser l'endogénéisation du potentiel économique du numérique en Afrique ? Quels pourraient être les contours d'une souveraineté numérique en Afrique ?
5. Quelle place donner à l'intégration africaine dans le renforcement d'un secteur privé tourné vers la construction des nouvelles souverainetés en Afrique ?





B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



Atelier 6

Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation

CONTEXTE

La valorisation du capital humain par l'éducation et la formation est l'un des défis majeurs des États africains, non seulement par une scolarisation totale des enfants, mais aussi par l'adaptation des enseignements à la digitalisation croissante de toutes les activités et processus de métiers de par le monde. Au cours de la 7^e édition du forum, des tentatives de réponses ont été apportées à la problématique liée aux impacts de la croissance démographique, notamment dans le domaine de l'éducation et de l'emploi pour éviter des conséquences négatives sur le plan sécuritaire.

Selon les prévisions des organisations internationales et des partenaires au développement, le continent pourrait en effet compter, à l'horizon 2050, 2,4 milliards d'habitants, doublant ainsi la population actuelle. Certes, les questions démographiques seront au cœur de l'agenda économique du continent africain dans les années à venir, mais l'augmentation de la démographie en elle-même n'est pas un enjeu dans la mesure où la superficie de l'Afrique est de 30,37 millions km², avec une densité légèrement supérieure à 43 habitants au kilomètre carré, soit trois fois inférieure à celle de l'Union européenne. En conséquence, l'un des seuls critères importants à prendre en compte est la jeunesse de la population, estimée selon les chiffres de la Banque mondiale à 77%, d'où le besoin de formation et d'éducation. Loin d'être une opportunité à exploiter, cette

dynamique démographique semble représenter un véritable fardeau pour le continent car engendrant une forte demande sociale que les gouvernements ont du mal à satisfaire. Exclue des processus politiques, privés de perspectives d'emplois viables et souffrant d'un sentiment de désespoir croissant, les jeunes deviennent vulnérables et crédules aux messages véhiculés par les terroristes, les extrémistes violents et les criminels organisés qui les attirent par divers moyens : incitations financières, messages d'espoir, arguments religieux, etc.

C'est ainsi que dans la continuité de l'édition précédente, cette 8^e édition cherchera les réponses à ces enjeux dans les progrès à accomplir au regard du déficit de formation de la jeunesse africaine quant à la création et à l'utilisation des outils informatiques et de digitalisation, dans un monde qui se numérise de plus en plus et qui ne devrait laisser aucun secteur en marge. Elles sont aussi à chercher dans l'éducation à la citoyenneté, laquelle est déterminante dans l'imprégnation des normes du vivre ensemble qui doivent être partagées, et acceptées. Enfin, ces réponses doivent intégrer les nécessaires mutations attendues du système éducatif africain qui peine encore à valoriser la formation professionnelle, source de création massive d'emplois pour la jeunesse et vecteur de souveraineté dans des secteurs déterminants comme l'agriculture, l'élevage et la pêche.

OBJECTIFS

Cet atelier vise à mettre en exergue la place du capital humain, notamment la jeunesse africaine, fer de lance de la construction de nouvelles souverainetés. En plus des défis liés à la formation, et aux opportunités offertes par la révolution numérique, il s'agira de promouvoir les voies et moyens de l'appropriation d'une nouvelle citoyenneté articulée autour d'un système éducatif adapté aux besoins réels conformément à la Déclaration d'Incheon « Éducation 2030 » et de « l'Agenda 2063 de l'Union africaine ».





B2 - DÉFIS DE SOUVERAINETÉS



Atelier 6

Jeunesse, citoyenneté et souveraineté : les défis de l'éducation et de la formation

POINTS À TRAITER

1. Comment la jeunesse africaine pourrait-elle profiter de la révolution numérique en cours pour impulser le développement de la science, de la technologie et de l'innovation ?
2. Quels rôles pour la jeunesse africaine dans les politiques de développement durable, principalement dans la quête de nouvelles souverainetés (numérique, énergétique, alimentaire etc. ?
3. Quelles sont les réformes à entreprendre dans les systèmes éducatifs africains actuels pour promouvoir une formation à la citoyenneté, au civisme et à l'emploi ?
4. Quels sont les défis des NTIC à surmonter dans l'éducation et la consolidation de la citoyenneté Afrique ?



Cérémonie de clôture





Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique
Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

FDD2022

Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique



8^e édition - 24 & 25 octobre 2022

CONTACTS MÉDIAS

La 8^e édition du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique aura lieu cette année les 24 & 25 octobre 2022 au Sénégal au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD).

dakarforum.org

Contact presse internationale

Nicolas VAN GOSSUM | nvg@35nord.com

Jade GERSON | jg@35nord.com

Contact presse locale

Dame BABOU | dame@africancn.com



contact@dakarforum.org



[@dakarforum](https://twitter.com/dakarforum)



linkedin.com/company/dakar-forum/

avisa partners